

Suivez la formation des envoyés, en direct et en images

Beaucoup de choses se nouent à la fois lors d'une session de formation des envoyés du Défap. Sur le plan personnel, car c'est pour chacun un moment crucial de maturation de ses motivations, et de première approche de ce qui constituera son cadre de vie et de travail pour plusieurs mois ou plusieurs années. Sur le plan des échanges, car c'est un temps privilégié de rencontres entre futurs envoyés, avant qu'ils ne partent tous dans divers pays, sur le lieu de leur mission. Sur le plan des relations avec le Défap, enfin : la session de formation, c'est en quelque sorte la dernière phase du recrutement des envoyés.

C'est donc un moment dense. Riche en termes de contenu : témoignages d'anciens envoyés, ateliers, interventions de permanents du Défap et de consultants extérieurs sur des thématiques allant des questions de sécurité ou de santé aux relations internationales (inégalités Nord/Sud, images de la France à l'étranger) en passant par les relations interreligieuses... Un moment qui cristallise sur deux semaines l'activité de toute une année du Défap.

Ci-dessous, retrouvez les images de cette formation 2018 :

Formation des envoyés : à l'heure des premiers contacts



Ouverture de la session 2018 de la formation des envoyés du Défap : premiers échanges dans le jardin... © Défap

Ils s'appellent Paul, Aurélie, Soledad, Olivier, Guiem, Patty, Ben, Ingrid, Shannon ; ils partent pour Madagascar, la Guadeloupe, la Tunisie... Pour l'heure, tous sont réunis dans le jardin du Défap, autour d'une table où sont disposés café, gâteaux, jus de fruits. La journée est déjà chaude, on a tendance à chercher l'ombre des arbres pour échapper au soleil, et la rumeur de la vie parisienne est étouffée, déjà mise à distance. Nous sommes au matin du 9 juillet, en ce début d'été 2018, et la session de formation des envoyés commence tout juste. Les uns et les autres prennent contact, font connaissance. On se présente. Les permanents du Défap sont là aussi, circulant parmi les groupes. Des papiers ont été distribués pour favoriser les échanges sous forme de jeux ; ce sont des grilles de questions, que chacun est incité à poser aux personnes qu'il rencontre pour pouvoir compléter la feuille, et le tutoiement vient facilement : pars-tu pour la

première fois avec le Défap ? Seul ou en famille ? Pour quel pays ?

Bientôt, Laura Casorio intervient, pour déclarer cette session de formation ouverte. Responsable du suivi des envoyés tout au long de l'année, c'est elle qui coordonne ces deux semaines avec leurs diverses thématiques (problématiques administratives ou de santé, questions interculturelles, relations interreligieuses, visions de la France à l'étranger) et leurs divers ateliers.

Un autre regard sur les relations Nord-Sud

Réunis en demi-cercle à l'arrière du bâtiment du Défap, face à la terrasse, futurs envoyés et permanents se présentent plus formellement, en quelques mots. Avant de passer dans la chapelle et de prendre place autour d'une série de tables disposées en «U», pour la première intervention de la journée : une présentation générale du cadre dans lequel opère le Défap. Histoire des missions et de leur évolution historique en fonction d'un contexte qui a subi de profondes mutations – notamment autour des années 60 ; première approche de la vision du monde que la mission implique aujourd'hui... Avec, déjà, quelques remises en cause de conceptions qui passent trop facilement pour des vérités établies.

Jean-Luc Blanc, le nouveau secrétaire général du Défap, chargé de cette présentation, projette par exemple sur l'écran un planisphère où le pôle sud est en haut, le pôle nord en bas. Ce n'est pas la seule différence par rapport aux cartes habituelles : les frontières n'y figurent pas. Et à la place des noms de pays sont indiqués des noms de peuples ou d'ethnies... Quelques données chiffrées viennent aussi donner des relations Nord-Sud une image différente, avec des relations qui sont passées au fil du temps de la dépendance à

l'indépendance, et des enjeux qui sont en train de se transformer radicalement : ainsi en 2050, un quart de l'humanité vivra en Afrique ; 60% des réserves de terres cultivables se trouvent sur le continent africain, de même qu'un tiers des réserves minières... Le taux de croissance de toute la zone Afrique est de 5% par an sur la dernière décennie, et de nombreux pays y affichent des croissances à deux chiffres... De quoi remettre en cause sérieusement l'image bien établie d'un Nord venant en aide au Sud, avec tout ce qu'elle implique de relations biaisées : comme le dit un proverbe africain cité par Jean-Luc Blanc, «la main qui donne est toujours au-dessus de celle qui reçoit».



... et première présentation de la formation : une introduction au contexte dans lequel évolue le Défap © Défap

La pause de midi donne lieu à un premier repas partagé entre tous les participants de la formation, futurs envoyés et membres de l'équipe du Défap. L'après-midi, la parole est à Florence Taubmann, responsable du service Animation-France, pour une présentation sur le thème : «Être envoyé en mission». «Vous avez décidé de partir, note-t-elle en introduction ; ce n'est pas le choix de tout le monde. Certains en rêvent et ne le font pas, d'autres ne l'envisagent même pas... Il y a ceux

qui partent, et ceux qui restent : comme s'il y avait en nous un appel, que certains entendent et d'autres pas.» Et de souligner que cet appel s'inscrit nécessairement dans une histoire collective, qui lui donne son sens. Après quoi, l'assistance est invitée à réfléchir par groupes sur les motivations qui poussent à partir en mission, sur les conditions de ce départ – qu'emporte-t-on, que laisse-t-on derrière soi ? Quelles différences entre partir seul ou à deux ? Qu'est-ce qui peut amener à se sentir bien ou mal accueilli ?

Puis vient l'heure de la visite, en deux groupes, de la maison Défap et de sa bibliothèque...

Rencontrez les futurs envoyés du Défap lors du culte d'envoi



Prêt pour vivre la mission ?



Partez !



À L'OCCASION DU DÉPART DES ENVOYÉS - ENVOYÉES

CULTE D'ENVOI

dans la chapelle au rez-de-chaussée

VENDREDI 20 JUILLET 2018 À 14H30

*Pour conclure 2 semaines de formation et permettre la rencontre avant leur départ.
L'occasion de les saluer, de les encourager dans leur mission, et de leur donner rdv
pour un témoignage au retour dans vos paroisses.*

Possibilité de participer à leur dernier repas au Défap :

Réservations jusqu'au 18/07

01 42 34 55 55

accueil@defap.fr

animation@defap.fr

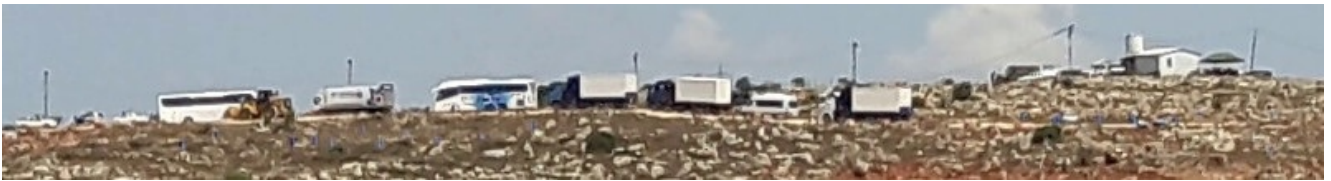
DEFAP: 102 BD ARAGO PARIS 14

MÉTRO 4 OU 6 / RER B DENFERT ROCHEREAU

Les échanges, ça vous change



Israël-Palestine : terre disputée, terre morcelée



*Camions et bulldozer arrivant sur la colline © Patrice Leurent
pour EAPPI et Défap*

Évacuation d'un avant-poste



*Des pierres jetées contre la fenêtre © Patrice Leurent
pour EAPPI et Défap*

Ce dimanche matin, nous roulons vers Ramallah, pour assister à l'office anglican de Saint-Andrew. Le long de la route 60, nous constatons une présence inhabituelle de véhicules militaires et de soldats. Intrigué, notre chauffeur, Ghassan, appelle la DCO Palestinienne (office de coordination mis en place après les accords d'Oslo). L'armée procède à l'évacuation d'un avant-poste illégal à l'ouest de la colonie Tappuah. La forte présence militaire sert à prévenir une éventuelle réaction violente des colons des alentours. Nous décidons de revenir sur nos pas, et d'observer l'évacuation à partir du village voisin de Yassuf. À la jonction Za'tara, toute proche de la colonie Tappuah, forte présence militaire. À l'entrée de la route vers Yasuf, contrôle de nos passeports et de la licence de notre chauffeur.

Puis nous observons l'évacuation de loin, sur la terrasse d'une maison. On voit arriver sur la colline des camions pour transport de mobile-homes, et un bulldozer. Suivant une décision de la haute cour de justice israélienne, cet avant-poste doit être évacué, il est installé illégalement sur une terre privée palestinienne. Sept mobile-homes ont déjà été évacués, les colons s'opposent à l'évacuation des dix derniers, d'où l'intervention de l'armée. Seuls trois sont occupés, les autres servent à des besoins agricoles. Il y a eu des affrontements dans la nuit entre quelques jeunes colons extrémistes et la police israélienne. Quand nous sommes revenus le lendemain, le site était évacué, mais il restait encore quelques structures.

Dans la nuit de l'évacuation, des colons extrémistes ont jetés des pierres contre une maison du village, à titre de vengeance.

Une partie des terres du village de Yasuf a été confisquée par la colonie Tappuah, et une partie est en zone C. Ils ne peuvent y accéder qu'avec un permis, permis accordé seulement pour quelques jours au moment de la récolte des olives. C'est totalement insuffisant pour entretenir correctement ces terres. Lors de notre visite précédente à Yassuf, une dizaine de jours auparavant, notre contact, Jamal, nous avait informé de cette décision d'évacuation, mais aussi d'un nouvel ordre de confiscation de 150 dunums (15 ha). Pour les habitants, l'ordre d'évacuation de l'avant-poste est comme un anesthésiant pour faire oublier la nouvelle confiscation. Quand un avant-poste est évacué, les Palestiniens ne récupèrent pas pour autant l'accès à leurs terres !

Les terres d'Aqraba

« Quand j'étais enfant, nous emmenions paître nos troupeaux sur ces terres ». Nous sommes sur les hauteurs de la vallée du Jourdain, en contrebas de la ligne de crête où se situent les

villages palestiniens d'Aqraba, Duma, Beit-Furik, au sud-ouest de Naplouse. Avant 1967, toutes ces terres appartenaient aux villages sur la crête. Ghassan nous emmène sur l'histoire de l'accaparement des terres de sa famille et des villages alentours. Depuis l'occupation israélienne de la Cisjordanie en 1967, les fermiers de ces villages ont été forcés progressivement d'abandonner leurs terres en haute vallée du Jourdain.

Des camps militaires se sont installés, ainsi que des zones de tir, d'accès interdit. Par ordre militaire, les bergers s'aventurant avec leurs troupeaux dans ces zones étaient arrêtés, et devaient payer une amende. L'amende étant doublée à chaque nouvelle arrestation. Il y avait quelques hameaux dans ces pâturages, ils ont tous été détruits. Un jour une explosion due à un tir militaire s'est produite juste à côté de la maison de Ghassan. Sa famille a décidé de partir dans le village d'Aqraba et d'abandonner ses terres. Il avait 18 ans.

Le moyen le plus efficace de les faire partir a été le contrôle de l'eau. Beaucoup de puits ont été interdits, détruits ou empoisonnés. Les fermiers avaient planté des orangers et des citronniers, maintenant c'est quasi désertique. Impossible de cultiver sans eau. Des colonies israéliennes se sont installées sur les terres palestiniennes. Elles ont accès à l'eau à volonté. Cultures sous serres, palmiers dattiers, et même de la pisciculture. Une hérésie dans une région où l'eau est si précieuse.

Et maintenant les avant-postes de la colonie d'Itamar autour de Yanoun s'étendent progressivement pour rejoindre les colonies de la vallée du Jourdain.

Entraves à la libre circulation



Colonie, en haute vallée du Jourdain © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

La foule se presse au terminal de Qalandia. J'effectue un comptage au terminal pour les hommes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes vont le traverser entre 5h du matin et midi. Quelques-uns sont refoulés, permis non valable, pas dans la tranche d'âge autorisée. C'est un vendredi pendant le Ramadan. L'accès y est facilité pour que les musulmans puissent aller prier à Jérusalem à la mosquée Al-Aqsa, accès autorisé pour les femmes de tout âge, les enfants de moins de 12 ans, et les hommes de plus de 40 ans. Pour les hommes entre 12 et 40 ans, des permis peuvent être accordés.

Vers 10h du matin un groupe d'une cinquantaine de jeunes, visiblement pas dans la tranche d'âge autorisée, se faufile dans la foule. Réaction brutale des soldats, les jeunes sont refoulés, tirs de gaz lacrymogènes, et la file d'attente est refoulée en arrière. On sent une forte tension. Puis la situation se calme, et la file d'attente peut revenir.

Hors vendredis de Ramadan, les contrôles sont beaucoup plus sévères. Les Palestiniens se pressent dès 5h du matin pour

aller travailler à Jérusalem, s'ils ont un permis de travail.

Les terminaux de Qalandia (Ramallah) et Gilo 300 (Bethléem) sont les principaux points d'entrées à Jérusalem. Mais il y a de nombreux checkpoints en Cisjordanie, soit fixes soit mobiles, pour entraver la libre circulation des Palestiniens. À l'entrée de nombreux villages, on trouve une barrière jaune, et souvent un poste de contrôle. En période calme, l'accès n'est pas contrôlé. Mais il peut l'être à tout moment.



Terminal de Qalandia, file des femmes © Patrice Laurent pour EAPPI et Défap

À Beit-Furik, où nous nous sommes rendus plusieurs fois, les habitants se plaignent du checkpoint sur le seul accès restant à leur village. Il peut être fermé à tout moment, pour un exercice militaire, pour quelques minutes ou quelques heures, sans information préalable. Les professeurs sont quelquefois empêchés de se rendre à l'école secondaire du village. C'est imprévisible. Et, comme dans beaucoup d'autres villages, les autres routes d'accès sont fermées par des blocs de pierre ou des talus en terre.

Le 15 mai, jour du 70ème anniversaire de la Nakba (la catastrophe de l'expulsion des Palestiniens en 1948) nous avons constaté que l'accès à de nombreux villages était fermé, avec présence de véhicules militaires. C'était pour prévenir

tout risque de manifestation dans les Territoires occupés.

Pour se rendre à Beitilu, il faut passer par un double contrôle militaire le long de la colonie Halamish, puis par un checkpoint à l'entrée du village. Le maire nous raconte que quand la file de voiture est arrêtée au checkpoint, des colons jettent parfois des pierres sur les véhicules, sous les yeux des soldats. Quand nous l'avons rencontré dans sa mairie, un habitant nous a raconté un incident récent. Un soldat a fait arrêter son véhicule, et lui a demandé de charger son téléphone mobile sur le connecteur du véhicule. L'habitant a refusé. Interrogatoire pendant une demi-heure, puis le soldat l'a laisser partir. Mais il contacté le checkpoint suivant. Au checkpoint suivant, arrêt du véhicule, interrogatoire pendant une demi-heure, puis interdiction de passer. Il a dû rebrousser chemin.

Portes agricoles et permis



Passage dans une porte agricole © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Il est 6h du matin. Quelques fermiers se pressent devant la grille, un tracteur, deux troupeaux de moutons. Nous sommes devant une porte agricole, dans la région de Tulkarem, au nord

ouest de la Cisjordanie. Les fermiers attendent l'ouverture de la porte dans le mur de séparation entre Israël et la Palestine. Le mur en zone non urbaine est en fait une grille munie de nombreux détecteurs. Leurs terres se trouvent dans la « seam zone », une zone de non-droit entre le mur de séparation et la ligne verte, frontière reconnue de l'État d'Israël. La porte est ouverte une demi-heure le matin, vers 6h, et une demi-heure l'après-midi, pour le retour des fermiers. Ils ont besoin d'un permis pour se rendre sur leurs terres, permis accordé pour l'accès à une seule porte agricole.

Les permis sont une autre arme pour limiter la liberté des Palestiniens. Permis pour se rendre à Jérusalem, permis de travail en Israël ou dans les colonies israéliennes. Ils sont accordés pour une période limitée et doivent être renouvelés. Et ils peuvent être abrogés à tout moment. En octobre dernier, un habitant d'Aqraba a tué au couteau un policier à Jérusalem. Quarante personnes de sa famille dans le village ont vu leur permis de travail supprimé. Israël pratique la méthode des punitions collectives, pratique interdite par le droit international. La maison du tueur présumé a reçu un ordre de démolition, démolition toujours pas effectuée. L'identité du tueur n'est pas confirmée !

Notre contact, Murad, nous montre les eaux polluées qui se déversent dans le fond de vallée. Nous sommes dans le village de Bruquin. Au-dessus de nous, sur la colline, une des deux zones industrielles israéliennes construites dans le prolongement de la grande colonie Ariel. Les eaux industrielles polluées se déversent en contrebas dans les villages palestiniens voisins. Dans la région de Salfit et à Bruquin, les habitants se plaignent, mais manifestent peu. Beaucoup travaillent dans la zone d'Ariel, et ils craignent de perdre leur permis de travail en Israël. Dans le village voisin de Kaf ad Dik par contre, les habitants ont porté plainte et déposé des recours. Beaucoup travaillent dans l'administration palestinienne à Ramallah, pas dans la colonie

Ariel. La menace sur la perte du permis de travail est une arme efficace de l'occupation.

Pendant que les pompiers se coordonnent, le feu se propage



*Le feu dans les terres de Burin sous la colonie Yizhar ©
Patrice Leurent pour EAPPI et Défap*

Il est 18h. On s'apprête à effectuer notre marche du soir à Yanoun. Ghassan nous appelle. Des colons ont mis le feu à des terres palestiniennes à Burin, sous la colonie Yizhar. On se précipite. Ghassan nous emmène sur une piste à travers champs et oliviers. On observe le feu se propager au-dessus de nous. La récolte des olives sera perdue. Un peu plus haut sur la piste, un véhicule de la DCO israélienne. Au bout d'une demi-heure, le véhicule descend à notre niveau et nous demande de partir. La DCO israélienne n'aime pas que l'on observe et rapporte les incidents. Les pompiers de Burin ont été contactés vers 17h30. Ils sont intervenus vers 19h. À 19h30 le feu était circonscrit. Les terres sont en zone C, sous contrôle israélien. Les pompiers de Burin doivent se coordonner avec les Israéliens pour avoir l'autorisation d'intervenir. Contact avec la DCO palestinienne, qui contacte la DCO israélienne. C'est une conséquence des accords d'Oslo. Et pendant ce temps, le feu continue à se propager.

Ce sont quelques exemples sur l'occupation israélienne dont nous avons recueilli les témoignages. Nous sommes une équipe de trois volontaires internationaux EAPPI basés à Yanoun, un petit village au sud de Naplouse entouré par les avant-postes de la colonie Itamar. Nous avons un rôle de présence protectrice auprès des Palestiniens, et d'observateurs des droits de l'Homme dans la région du Sud Naplouse. Nos rapports d'incidents sont partagés avec d'autres organisations de défense des droits humains, comme OCHA-opt (agence de l'ONU pour le droit humanitaire, en territoire occupé de Palestine).

Patrice Leurent, 24 juin 2018

«Servir par les livres» : session intensive d'été pour la CLCF

«Servir par les livres» est le slogan de la Centrale de Littérature Chrétienne Francophone, dont le Défap est un des membres fondateurs, créée pour venir en appui aux bibliothèques des instituts théologiques en Afrique francophone, dans les Caraïbes et l'Océan indien. Elle organise de début août à fin septembre une formation accélérée en bibliothéconomie au Cameroun. Cette session intensive fait partie des programmes de formation que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, en parallèle de ses activités visant à enrichir les fonds documentaires des

bibliothèques.



© CLCF

La Centrale de Littérature Chrétienne Francophone (CLCF) propose, du 6 août au 28 septembre 2018, une formation intensive destinée aux personnels travaillant dans les bibliothèques de formation de pasteurs en Afrique francophone. Les cours se dérouleront, pour la plupart, sur le site de l'Université Protestante d'Afrique Centrale à Yaoundé (UPAC, Djoungolo).

Sont directement concerné(e)s les employé(e)s des bibliothèques de formation de pasteurs en quête de meilleures connaissances dans le cadre de leur travail, ayant dû interrompre une formation en bibliothéconomie ou ayant besoin d'un «recyclage» après une première formation ancienne. Et sont prioritaires pour cette formation les employé(e)s d'Instituts entretenant un partenariat de longue date avec la CLCF ou avec les organismes missionnaires qui sont en lien direct avec elle, à savoir le Défap, DM-échange et mission ou la Cevaa.

Cette session intensive de deux mois fait partie des programmes de formation d'auxiliaires de bibliothèque en Afrique que la CLCF organise chaque année depuis le début des années 2000, dans des pays différents de l'espace francophone, notamment au Cameroun (de 2001 à 2012), à Madagascar (depuis 2006) et plus récemment au Bénin.

Équiper les bibliothèques des instituts théologiques

Pour aller plus loin :

- [« Servir par les livres » : un slogan, celui de la CLCF, et un site internet](#)
- [Formation d'été à l'UPAC : le flyer](#)
- [Formation d'été à l'UPAC : la fiche d'inscription](#)
- [La page Facebook de la CLCF](#)

La CLCF a une vocation humanitaire : elle appuie la formation théologique et pastorale et représente un service d'entraide à l'intention d'environ 170 institutions de formation théologique. Elle soutient aussi directement les étudiants en théologie. Le champ d'action de la CLCF est large : il couvre en effet l'Océan Indien (Madagascar, Réunion, Maurice), toute l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest, le Pacifique (Polynésie française, Nouvelle Calédonie, Fidji) et les Caraïbes, avec en particulier Haïti. Dans ce dernier pays, c'est via le Défap et la Plateforme Haïti, créée par la Fédération Protestante de France en 2008, qu'elle œuvre sur le terrain. On la retrouve aussi, à un moindre degré, dans d'autres pays pas toujours considérés comme francophones, mais où l'on lit et l'on parle du français, comme le Liban.

Un premier service de la CLCF a été mis en place dès 1983 à l'initiative des différents services missionnaires d'Églises protestantes de France (le Défap) et de Suisse romande (DM-échange et mission) pour aider à équiper en livres les instituts théologiques francophones, dans un contexte où les fonds d'ouvrages et de revues manquaient dans les bibliothèques en langue française, en particulier faute de moyens suffisants. Il s'agissait de récupérer revues et ouvrages de théologie dans le Nord et trouver les moyens de

les acheminer dans le Sud. Avec des défis logistiques certains : en 2014, ce sont ainsi plus de deux tonnes de revues de théologie qui ont été données par l'Église protestante de Genève, suite à la fermeture du Centre Protestant d'Études de Genève.

Une diversification des activités : centrale d'achat et sessions de formation



© CLCF

Aujourd'hui présidée, depuis l'automne 2015, par la pasteure Claire-Lise Oltz-Meyer (anciennement en poste à Madagascar), et coordonnée par Joan Charras Sancho, docteure en théologie protestante et dynamique secrétaire générale de l'association, la CLCF a su diversifier ses activités au fil du temps, se dotant d'une centrale d'achat, ainsi que d'un service de conseil et de formation en bibliothéconomie. C'est ce service qui organise régulièrement des sessions de formation intensive, avec l'aide d'équipes locales. On trouve ainsi à Madagascar la Fabim, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque, une équipe dont la doyenne est Berthe Raminosa

et la coordinatrice Nivoniaina Raharijaona. Elle propose des formations d'auxiliaire de bibliothèque sur toute l'île et elle supervise le développement des bibliothèques sur une douzaine de campus. La FibY, la Formation Intensive des Bibliothécaires à Yaoundé, est coordonnée par Philibert Moudio Dalle. Cette équipe ne proposait jusqu'ici que des formations estivales, intensives. Elle s'étoffe à présent avec un réseau de mutualisation des informations (le Ridoc) et une tournée des bibliothèques. La plus récente, la Fabao, la Formation des Auxiliaires de Bibliothèque en Afrique de l'Ouest, est coordonnée par Omer Dagan. Cette équipe propose une formation intensive d'auxiliaires de bibliothèque, ainsi que des visites des bibliothèques dans son champ géographique.

Les Églises d'Europe aux côtés des migrants



Accueil des réfugiés en France par la Fédération de l'Entraide Protestante © FEP

De l'Italie à la France, de la Grèce à l'Allemagne : en Europe, la question des migrants est devenue une priorité pour les Églises, transcendant les frontières confessionnelles. Fait révélateur, la Conférence des Églises européennes (KEK-CEC) – la plus grande organisation œcuménique du continent, réunissant 116 Églises orthodoxes, protestantes, anglicanes et vieilles-catholiques de toute l'Europe, ainsi que plus de 40 conseils nationaux d'Églises et organisations en partenariat – a voté au matin du 5 juin 2018, à l'occasion de son Assemblée Générale réunie en Serbie, un document appelant tous ses membres à coordonner leurs efforts dans ce domaine. Avec quelques grandes lignes directrices : promouvoir la mise en place de routes sûres et légales pour les réfugiés vers l'Europe; rappeler aux gouvernements qu'ils sont responsables du sauvetage des migrants en mer; ne pas criminaliser les actes de solidarité envers les migrants.

Cette question des migrants est déjà depuis des années au

centre des préoccupations et des réflexions de la KEK. Ainsi, son Assemblée Générale 2009, qui s'était réunie à Lyon sous la présidence du pasteur Jean-Arnold de Clermont et qui avait marqué le cinquantenaire de l'organisation, avait décidé de consacrer l'année 2010 à promouvoir les droits des migrants et à rendre visible l'engagement des Églises à leurs côtés. Elle avait en outre, signe fort, voté l'intégration en son sein de la Commission des Églises auprès des migrants en Europe (Ceme). Ce qui avait fait dès lors du travail auprès des migrants le troisième pilier de la KEK, au même titre que le plaidoyer auprès des institutions européennes et le dialogue théologique entre les Églises.

Les «couloirs humanitaires» et l'accueil des exilés

En cette année 2018, la KEK appelle tout particulièrement les Églises d'Europe à suivre l'exemple italien pour créer des «voies d'accès sécurisées et légales vers l'Europe». L'Italie est en effet le premier pays de l'Union européenne dans lequel un projet associant plusieurs Églises a permis d'amener le gouvernement à signer un accord sur des «couloirs humanitaires», destinés prioritairement aux réfugiés les plus vulnérables. Ce programme œcuménique a été créé à l'initiative de la Communauté de Sant'Egidio, dont les juristes spécialistes du droit des étrangers ont su utiliser les textes européens pour imaginer ce dispositif ; il a été mis en place en association avec la Fédération des Églises évangéliques italiennes et avec l'Église vaudoise, qui assure la plus grande partie de son financement. En ce qui concerne les sauvetages en mer, la KEK invite les Églises «à soutenir les efforts de recherche et de sauvetage humanitaires en mer, et à se souvenir des responsabilités que les gouvernements et les agences ont à cet égard». Il est demandé également aux Églises de «faire entendre leur voix contre la criminalisation des actions de solidarité envers les migrants irréguliers».

Cette préoccupation vis-à-vis du sort des migrants, de plus en plus perceptible à l'échelle européenne, a déjà trouvé des traductions concrètes en France à travers plusieurs programmes. La Fédération protestante de France, la Conférence des évêques de France, la Fédération de l'Entraide protestante, le Secours Catholique et la Communauté de Sant'Egidio, suivant l'exemple italien, se sont ainsi associés pour signer un accord avec le gouvernement sur l'ouverture de «couloirs humanitaires». Le 23 mars dernier a ainsi marqué la cinquième arrivée de réfugiés dans le cadre de ce programme. Ce protocole prévoit d'ici la fin 2018 la venue de 500 personnes choisies parmi les plus vulnérables dans les camps libanais. L'Église Protestante Unie de France (EPUdF) et l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine) ont incité leurs paroisses à accueillir ces réfugiés sitôt après leur arrivée en France.

Cette préoccupation est portée par le Défap à travers son [implication dans les instances de la Cimade](#), qui accompagne les personnes étrangères dans la défense de leurs droits et se mobilise pour témoigner. Le Défap soutient par ailleurs le collectif «Exilés : l'accueil d'abord !», créé par l'EPUdF, qui a lancé une campagne de sensibilisation nationale. Le Défap fait également partie du [comité de la plateforme Solidarité Protestante](#), qui agit entre autres, à travers les actions de la FEP, pour l'accueil des exilés en France.

L'enjeu du français à Madagascar



Étudiants de l'IFRP © Dominique Ranaivoson pour Défap

Madagascar a deux langues officielles : le malgache (ou malagasy) et le français. Le malgache est la langue du quotidien ; le français, celle des procédures, des lettrés, de l'enseignement supérieur... Maîtriser le français est déjà un signe de réussite sociale, ou une grande aide pour y parvenir. Mais dans un pays qui figure parmi les plus pauvres du monde, dont l'indice de développement humain le classait en 2016 à la 154ème place sur 188 pays étudiés par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), et où les trois-quarts de la population vivent sous le seuil de pauvreté, l'enseignement est souvent sacrifié face aux nécessités du quotidien. Madagascar est le cinquième pays au monde avec le plus grand nombre d'enfants non scolarisés. Voilà pourquoi les actions du Défap dans ce pays tournent essentiellement autour de l'enseignement ; et notamment celui du français. Avec des envoyés dont certains sont présents auprès des plus jeunes (par exemple auprès de la communauté des sœurs de Mamré, à Tananarive, qui fait de l'accueil périscolaire) et jusqu'au niveau des études supérieures.

Dominique Ranaivoson fait ainsi régulièrement des séjours courts (de une à quatre semaines) pour assurer des sessions

intensives de soutien en français auprès des étudiants de l'Institut de Formation et de Recherche Pédagogique. L'IFRP a été créé peu avant les années 2000 pour y former les futurs enseignants des écoles de la FJKM (Fiangonan'i Jesoa Kristy Eto Madagasikara, ou Église de Jésus-Christ à Madagascar), l'une des deux Églises partenaires du Défap dans l'île avec la FLM (luthérienne). Ces écoles représentent un réseau de 530 établissements protestants répartis surtout sur les Hauts-Plateaux, sur la côte Est, et dans quelques villes du Nord (Diego, Sambava) et de l'Ouest (Majunga, Marovoay). D'où l'enjeu crucial représenté par la formation de ces enseignants.

Un anniversaire... et un toit à réparer

Un enjeu qui s'est d'ailleurs accru, comme l'a constaté Dominique Ranaivoson lors de sa dernière mission d'enseignement en avril-mai 2018 : «les conditions d'entrée à l'IFRP ayant notablement changé (le diplôme étant reconnu par le ministère, les étudiants ont désormais l'équivalence de la licence et seront autorisés à postuler dans le public), le nombre d'étudiants a beaucoup augmenté, souligne-t-elle. L'ensemble des 1ère année s'élève à 109.» Pour ce séjour, note-t-elle, «contrairement aux autres années, j'ai donné cours à tous les niveaux, soit les trois années divisées en deux sections, les primaires et les secondaires.» Avec un constat qui reste le même pour les étudiants : si les instructions ministérielles obligent ces futurs enseignants à faire leurs cours partiellement en français, en dépit de leurs diplômes et leurs connaissances théoriques, peu arrivent à maîtriser correctement à la fois l'oral et l'écrit. Et avec des difficultés nouvelles dues à cet accroissement du nombre d'étudiants : Dominique Ranaivoson se retrouve ainsi, au cours de sa mission, «à faire parler 98 étudiants, dans une salle qui résonne et avec des étudiants au niveau très hétérogène

(certains parlent très bien, d'autres pas du tout)».

Mais l'IFRP aussi a ses propres difficultés, notamment matérielles. En cette année 2018, l'établissement a fêté son vingtième anniversaire. L'occasion de tirer un bilan et de souligner la croissance de l'Institut – sur la période 2000-2017, 435 étudiants y ont été formés, et pour cette seule année 2018, il en compte 260, encadrés par une soixantaine d'enseignants – mais aussi de faire avancer des projets plus pratiques. «Le samedi 21 avril, raconte Dominique Ranaivoson, une grande cérémonie a marqué l'anniversaire des 20 ans de l'établissement. À cette occasion, 1300 enveloppes contenant une plaquette de présentation et un appel à dons ont été distribuées. L'objectif est de financer la réfection du toit et l'achat d'une voiture pour les besoins communs.»

Une quête effrénée de supports en français



Spectacle à l'IFRP © Dominique Ranaivoson pour Défap

Pour les formations courtes et intensives qu'elle anime à raison de deux fois par an, et qui viennent s'ajouter aux

cours de langue classiques fournis à l'IFRP, Dominique Ranaivoson utilise des supports très divers. Chants, sketches, sorties culturelles... L'un des outils les plus prisés : la Petite Bibliothèque portative, un ensemble de textes divers en français dont l'édition est soutenue par le Défap, rassemblés dans une valise qui est généralement offerte aux étudiants en début de cycle. «D'anciens étudiants, actuellement en poste et rencontrés le 21 avril, et les 3ème année qui ont effectué des stages m'ont répété combien la Petite Bibliothèque leur est utile», souligne Dominique Ranaivoson. Encore faut-il pouvoir en disposer sur place ; et sinon, savoir improviser. Dominique Ranaivoson décrit ainsi les conditions dans lesquelles a commencé sa mission d'avril-mai : «Les « Petite Bibliothèque », envoyées par le Défap par container, ne sont pas arrivées et mes outils d'animation (albums, jeux, documents) sont en séries de 30. Il faut donc que je trouve d'autres supports. Je dois confectionner des photocopies à partir du manuscrit du futur manuel. J'effectue 1500 copies, distribuées au fil des cours, achète des petits livres de contes pour travailler en groupes. Je ne peux exploiter ni la foire du livre (reportée en juin pour cause de grèves en ville), ni le festival du film court qui s'est déroulé mi-avril. Toute visite est de toute façon impossible avec 90 personnes.»

Une quête effrénée de supports qui souligne d'autant plus l'utilité de la Petite Bibliothèque portative, qui connaît aujourd'hui une nouvelle édition. Avant même leur arrivée, les exemplaires dont l'acheminement a été retardé ont ainsi été attribués. «Il est donc établi que les exemplaires qui arriveront par le container seront distribués aux 100 étudiants de 1ère année rentrés en 2017 et aux 100 de la rentrée 2018 (novembre). Le volume « nouvelle version » sera destiné aux promotions suivantes (100 / an) et, selon des modalités qui restent à établir, aux enseignants déjà en activité qui ont besoin d'outils et de recyclage, et à la vente éventuelle à des associations œuvrant dans les écoles

publiques ou autres.»

Retrouvez dans la vidéo ci-dessous une présentation de Madagascar, des liens existant aujourd'hui avec les Églises protestantes de France, et des actions du Défap.

Christian Krieger, de l'UEPAL, élu président de la KEK



Christian Krieger, nouveau président de la KEK © CEC/Albin Hillert

La KEK (Konferenz Europäischer Kirchen ou Conférence des Églises européennes) est une association de 116 Églises

orthodoxes, protestantes, anglicanes et vieilles-catholiques de toute l'Europe, ainsi que plus de 40 conseils nationaux d'Églises et organisations en partenariat. Elle a été fondée en 1959 pour maintenir les relations entre Églises séparées par le Rideau de fer. Elle est aujourd'hui un outil de dialogue entre Églises et avec les institutions européennes (Commission européenne et Conseil de l'Europe). Elle a des bureaux à Bruxelles et à Strasbourg.

En cette année 2018, l'Assemblée générale de la KEK a été placée sous le thème biblique «Tu seras mon témoin», amenant les participants à explorer les concepts de justice, de témoignage et d'hospitalité dans une perspective chrétienne européenne. Cette réunion s'est tenue du 31 mai au 6 juin à Novi-Sad, en Serbie, où elle a été accueillie par les Églises membres de la Conférence des Églises européennes présentes dans ce pays, y compris l'Église orthodoxe serbe et les églises de Vojvodine, l'Église chrétienne réformée de Serbie et Monténégro, l'Église évangélique slovaque de la Confession d'Augsbourg en Serbie et l'Église méthodiste unie en Serbie. Et pour la première fois, elle a élu son président et ses vice-présidents au suffrage direct. C'est le pasteur Christian Krieger, président du Conseil Synodal de l'Église protestante réformée d'Alsace et de Lorraine (EPRAL), qui a été choisi. L'EPRAL est une des deux Églises constitutives de l'UEPAL (Union des Églises Protestantes d'Alsace et de Lorraine), dont le Défap est le service missionnaire.

Christian Krieger, de l'EPRAL à la KEK

Outre son rôle au sein de l'EPRAL, Christian Krieger est vice-Président de l'UEPAL, dont il préside la commission œcuménique, pilote les réflexions sur l'avenir du ministère pastoral, ainsi que le projet de création d'un enseignement religieux à l'école visant l'éducation au dialogue

interreligieux et interculturel. Par ailleurs, il est membre du Conseil des Églises de Strasbourg, du comité de la Conférence des Églises riveraines du Rhin (groupe régional de la Communion des Églises protestantes en Europe) et du comité de la Communion protestante luthéro-réformée en France (CPLR). Il est aussi vice-président de la Fédération Protestante de France.

Désormais élu à la présidence de la KEK, Christian Krieger succède à Christopher Hill, ancien évêque anglican de Guildford, et à Son Éminence Emmanuel, Métropolitite orthodoxe grec de France, qui avait présidé la KEK de 2009 à 2013. Cela faisait neuf ans que la KEK n'avait pas été présidée par un Français – plus précisément depuis la fin du mandat du pasteur Jean-Arnold de Clermont en 2009. Le Métropolitite Cleopas de Suède et l'évêque anglicane Gulnar Francis-Dehqani ont été pour leur part élus comme vice-présidents.

Gros plan sur la délégation française



5 June 2018, Novi Sad, Serbia: French delegation. The Conference of European Churches General Assembly takes place on 31 May – 6 June 2018, in Novi Sad, Serbia. More than 400 delegates, advisors, stewards, youth, staff, and distinguished guests take part in the 2018 General Assembly and related events. Gathered together under the theme, “You shall be my witnesses,” the assembly forges the path for CEC for the coming five-year period and beyond. Of central concern is the future of Europe in light of economic, political, and social crises and how the churches will live out a vision of witness, justice, and hospitality within this context.

*La délégation des protestants de France à l'AG de la KEK ©
CEC/Albin Hillert*

La délégation protestante française à l'AG de la KEK comprenait des représentants de l'Église protestante Unie de France (qui est également une des unions d'Églises dont le Défap est le service missionnaire) : le pasteur Roberto Beltrami et Claire Oberkampff, étudiante en théologie, accompagnés de la pasteure Claire Sixt-Gateuille, responsable des relations internationales de l'EPUdF ; ainsi qu'une

représentante de la Fédération Protestante de France, la pasteure Anne-Laure Danet, responsable des relations avec les Églises chrétiennes au sein de la FPF. Cette délégation française comprenait aussi des représentants des Églises protestantes d'Alsace-Lorraine (UEPAL), le pasteur Christian Krieger et la pasteure Emmanuelle Brulin ; de la Fédération des Églises évangéliques baptistes de France (FEEBF), les pasteurs Valérie Duval-Poujol et Jean-Luc Leibe ; des Églises protestantes malgaches en France (le Pasteur Jean Ravalitera).

Retrouvez ci-dessous une présentation de la KEK et des enjeux de son Assemblée Générale par Anne-Laure Danet, responsable des relations avec les Églises chrétiennes au sein de la Fédération Protestante de France et ancienne responsable du service Animation-France du Défap :

Palestine : l'école au pays des colons



Le proviseur de l'école de Burin. Au fond, la tour d'observation de l'armée et la route menant à la colonie d'Yizhar © Patrice Leurent pour EAPPI et Défap

Nous arrivons à l'école de Burin vers 9h30. Le proviseur est assis sur sa chaise sur la petite route qui longe l'école. Au

bout de la route on aperçoit une tour d'observation de l'armée à côté de la route 60, et quelques soldats à côté d'une jeep militaire. On est en période d'examens, les élèves peuvent partir dès qu'ils ont terminés leurs épreuves. Il y a trois jours, les soldats ont prévenu le proviseur : si les élèves s'accumulent à l'autre bout de la route, ils tireront sur eux. Le proviseur veille donc sur sa chaise, et se lève pour les disperser. Puis vers 10h nous entendons des détonations. Trois soldats dans le champ à l'extérieur de l'école ont tiré en direction d'un groupe d'élèves dans la cour de l'école primaire une bombe sonore, puis des balles en caoutchouc, et deux bombes lacrymogènes. Les élèves se sont réfugiés dans la cour de l'école secondaire.

L'école de Burin est située entre deux colonies juives violentes, Yizhar et Bracha. Elle est proche de la route 60 et de la route qui permet d'accéder à la colonie d'Yizhar. Il y a souvent des affrontements avec les colons et l'armée, dans le village et dans l'école. L'armée est présente tous les jours autour de l'école, pour intimider et effrayer les élèves. Ce climat de tension affecte l'attention des élèves.

En retournant à Burin quelques jours plus tard, nous apprenons que l'armée a installé une nouvelle grille à l'extérieur de l'école. Une partie des terrains de l'école est ainsi confisquée. Cela irrite beaucoup l'équipe enseignante et les élèves. Quelques jours plus tard, à la fin des examens, nous assistons à un affrontement entre un groupe d'élèves lançant des pierres contre les soldats, et la réplique des soldats avec tirs de bombes lacrymogènes et tirs de balles en caoutchouc. Quel climat pour une école !

Jets de pierres contre bombes lacrymogènes

Nous sommes une équipe de trois volontaires internationaux

EAPPI basés à Yanoun, un petit village palestinien au sud de Naplouse, entouré de colonies juives et de leurs avant-postes. Les colonies de peuplement et leurs avant-postes sont interdites par le droit international, mais elles se sont fortement développées dans les territoires occupés de Palestine. Il y avait environ 100.000 colons en 1995 au moment des accords d'Oslo, il y en a 600.000 aujourd'hui !

L'EAPPI est un programme d'accompagnement et d'observation des droits humains en Palestine. L'accès à l'éducation est une de ses priorités. D'après la direction de l'éducation pour les écoles au sud de Naplouse que nous avons visitées il y quelques semaines, deux écoles sont particulièrement menacées à cause de leur proximité avec des colonies et la route 60, les écoles de As-Sawiya et Burin.

La route 60 est le principal axe de circulation nord-sud en Cisjordanie. Elle est empruntée à la fois par les Israéliens et les Palestiniens. Israël a construit un réseau de routes dédiées aux colons, pour réunir directement les colonies avec Israël. Ces routes sont interdites aux Palestiniens, ainsi qu'une zone de sécurité de 100 m de part et d'autre de la route. Elles sont construites sur des terres palestiniennes, qui sont ainsi accaparées. Elles coupent le territoire, et obligent parfois les Palestiniens à faire de grands détours pour les éviter.

Sur la colline en face, on aperçoit une colonie



*Deux soldats sur le chemin de l'école © Patrice Leurent
pour EAPPI et Défap*

L'école secondaire d'As-Sawiya est située au bord de la route 60, en zone C. Sur la colline en face de l'école on aperçoit une colonie israélienne. Certains colons prétendent que les élèves jettent des pierres sur les voitures israéliennes, en se rendant à l'école sur le chemin qui borde la route 60. Les soldats assurent donc une surveillance tous les jours autour de l'école, et nous assurons une présence protectrice face aux intimidations des soldats. Les soldats sont par groupes de deux, et quelquefois ils gênent le passage des élèves et pointent leur arme vers eux. Nous assurons cette présence plusieurs jours par semaine de 7h30 à 8h, puis nous sommes accueillis par l'équipe des professeurs. Il y a environ un mois, un élève de 14 ans a été arrêté par deux soldats à la sortie de l'école, prétendument parce qu'il avait jeté des pierres sur les soldats. Les soldats ont refusé de discuter

avec les enseignants, ont prétendu avoir des photos mais ont refusé de les montrer. Puis quand le commandant est arrivé, l'élève a été menotté et emmené dans un fourgon militaire vers le poste de police. Il est resté 4 jours en prison, puis a été libéré. Mais la famille a dû payer une amende de 1500 shekels (360 €). D'après les professeurs, les soldats accusent un élève au hasard, sans preuve. Cela fait partie de la technique d'humiliation et d'intimidation de la population.

Israël poursuit et emprisonne des enfants de 12 à 18 ans, en violation du droit humanitaire international. Beaucoup d'entre eux sont arrêtés à proximité immédiate d'une colonie, pour les humilier et réduire leur volonté de résistance face à la colonisation.

À la fin de la période d'examens, juste avant le début du ramadan, l'équipe des professeurs nous a conviés à un déjeuner, en remerciement de notre présence protectrice. Cela fait partie de l'accueil chaleureux que nous constatons toujours en Palestine.

Les élèves sont maintenant en vacances, pour environ trois mois.

Patrice Leurent, 31 mai 2018

Cameroun : des aumôniers en demande de formation



Une image de la mission d'Anne-Sophie Dentan-Verseils (à gauche sur la photo) au Cameroun © Anne-Sophie Dentan-Verseils pour Défap

Être aumônier, au Cameroun, est un ministère mal reconnu et peu valorisé. Manque de formation, de soutien, manque d'un cadre institutionnel précisant les attributions des aumôniers et les contours de leur mission... De manière générale, au sein des Églises camerounaises, l'aumônerie est un domaine qui reste à développer. Une situation qui est en cela comparable à celle que connaissent de nombreux pays d'Afrique de l'Ouest... Bien souvent, les pasteurs qui se chargent de ce ministère d'accompagnement le font à temps partiel tout en s'occupant d'une paroisse. D'où le projet de soutien aux aumôneries lancé par le CEPCA (Conseil des Églises protestantes du Cameroun) avec le soutien du Défap, dont il est l'un des principaux partenaires dans ce pays. C'est dans le cadre d'une session de formation destinée aux aumôniers des hôpitaux que la pasteure Anne-Sophie Dentan-Verseils, qui s'occupe avec le pasteur

Pierre de Mareuil de l'aumônerie de l'aéroport de Roissy, s'est rendue au Cameroun du 20 au 29 avril dernier.

En France, les aumôniers protestants des établissements sanitaires et médico-sociaux ont une charte, une fiche de mission et leur travail est reconnu comme un «service intégré» dans le système de santé ; ils se rencontrent lors de journées nationales. Rien de tout cela au Cameroun. Symptôme de ces lacunes d'organisation, il y a actuellement environ 200 aumôniers au Cameroun au sein des Églises Protestantes ; mais pas de liste permettant de tous les identifier, pas de rencontres entre aumôniers des diverses Églises, et guère plus au sein même des Églises. La mission de la pasteure Anne-Sophie Dentan-Verseils visait donc tout à la fois à se rendre compte de la réalité camerounaise et de l'étendue des besoins, organiser une rencontre de deux jours avec les aumôniers de manière à leur fournir des pistes de travail pour les aider à mieux comprendre les spécificités de ce ministère ; et ouvrir sur la suite du programme en faisant le point avec eux sur leurs besoins spécifiques en formation, et en envisageant des pistes possibles pour y répondre.

Travailler sur les spécificités du travail d'aumônerie

«La veille de la session, souligne Anne-Sophie Dentan-Verseils dans son rapport, nous ne savions pas si les aumôniers seraient 10, 20 ou 30... Ils ont été informés de l'existence de cette session quelques jours avant par téléphone. Comme il n'existe pas de listing, cette information a donc été très parcellaire. Cependant, nous avons quand même entre 23 et 25 aumôniers présents (suivant les moments) durant ces deux journées. Plusieurs avaient fait la route depuis le nord pour venir jusqu'à Yaoundé. Globalement la parole a bien circulé et les aumôniers ont été satisfaits des échanges et des interventions proposées.»

«Pendant ces deux journées, nous avons particulièrement travaillé à regarder avec le groupe ce qui fait les spécificités du travail d'aumônerie en comparaison du travail pastoral classique, et pour beaucoup cela a été une découverte. Ils sont particulièrement demandeurs de formation et nous avons pu lister l'ensemble des thématiques sur lesquelles ils souhaiteraient pouvoir avancer.» Parmi les propositions concernant le CEPCA : travailler à l'élaboration d'un cahier des charges de l'aumônier qui pourrait être ratifié par les Églises ; organiser des rencontres d'aumôniers de diverses Églises au niveau régional, sortes de pastorales qui permettraient aux aumôniers d'échanger entre eux sur leurs problématiques de travail. Les aumôniers ont aussi travaillé à un argumentaire qui devait être soumis aux directions d'Églises réunies en ce mois de mai à l'occasion de l'Assemblée Générale du CEPCA. Plus globalement, «il semblerait important, souligne Anne-Sophie Dentan-Verseils, que le CEPCA puisse travailler avec les directions des Églises à la valorisation de l'aumônerie et à l'harmonisation du travail des aumôniers (nominations, formations).»

Le CEPCA, partenaire du Défap au Cameroun

Le Conseil des Églises protestantes du Cameroun regroupe l'ensemble des onze Églises issues de la Réforme dans ce pays, et s'est ouvert récemment à six Églises associées de tendance plus évangélique/pentecôtiste. Le CEPCA représente environ 9 millions de fidèles, 10.000 temples (paroisses et lieux de cultes), environ 15.000 pasteurs, évangélistes et catéchistes, 1580 écoles, collèges, lycées et instituts de formation, environ 300 hôpitaux et centres de santé, une quinzaine d'institutions universitaires. La formation des aumôniers fait actuellement partie de ses grands chantiers, qu'il mène en lien avec le Défap. Autres projets en cours réunissant Défap et CEPCA : un colloque sur les extrémismes religieux, prévu en octobre 2018 au Cameroun et que suivra un second colloque en France dès 2019 ; et la mise en place d'un soutien à l'enseignement confessionnel dans le nord du pays.

Retrouvez ci-dessous quelques images de la session de formation

Migrants et réfugiés au Maroc



L'engagement de l'EEAM en faveur des migrants à Oujda (Maroc) © Jean-Luc Blanc pour Défap

Esther avait 11 ans en arrivant au Maroc. Elle avait mis deux ans pour parvenir de Brazzaville, au Congo, jusqu'à Casablanca. Elle avait voyagé en compagnie d'une famille qui venait du Kivu, c'est-à-dire de la République démocratique du Congo, à qui sa mère, malade, l'avait confiée. Celle-ci fuyait la misère et les violences de cette région du monde particulièrement exposée. Arrivée en Algérie, puis au Maroc après des aventures incroyables, Esther était de plus en plus maltraitée par ceux qui auraient dû la protéger. Alors, elle s'était enfuie et – après avoir erré quelques jours dans les

rues de Casablanca – une dame l'avait prise en pitié et amenée chez le pasteur.

C'était il y a une dizaine d'années. À l'époque, elle était une exception. Peu d'enfants arrivaient «de l'autre côté» seuls, sans leurs parents. Depuis, les choses ont changé et ces «mineurs non accompagnés» affluent, venant de différents pays d'Afrique au point que l'Église Évangélique Au Maroc (EEAM) a jugé utile d'ouvrir un centre d'accueil qui leur soit dédié. Avec un financement d'Églises allemandes, ce centre a récemment ouvert à Oujda, près de la frontière algérienne, l'un des passages les plus fréquentés par les migrants. Une quinzaine d'enfants y sont hébergés, d'autres y viennent durant la journée pour chercher nourriture et réconfort. Ces enfants n'ont aucun statut, aucun papier, aucune attache au Maroc et souvent peu dans leur pays d'origine.

«Étrangers et voyageurs sur la terre»

Bien entendu, ils ne sont qu'un aspect du problème. Ils ne représentent qu'une petite partie de ce peuple de déracinés, à nouveau en forte croissance au Maroc. La vente de migrants pour l'esclavage en Libye ayant été fortement médiatisée en Afrique, la route qui passait par l'Est séduit de moins en moins, et les voyageurs reprennent le chemin de l'Ouest passant par le Maroc, réputé moins dangereux. Selon les responsables de l'Église du Maroc, l'effet est déjà sensible : le nombre d'arrivées a considérablement augmenté ces derniers temps. Histoire de vases communicants...

L'Église du Maroc répond aussi bien qu'elle le peut à cette situation qui s'impose à elle depuis une vingtaine d'années. Les ONG, comme Médecins Sans Frontières par exemple, spécialistes des situations de crise, ont quitté le terrain, estimant qu'il ne s'agit plus d'une urgence mais d'une

situation structurelle alimentée par des politiques volontaires. L'Église, elle, est toujours là pour accueillir, accompagner, assister, soigner. Elle s'adapte aux évolutions de la situation de manière à être toujours à l'endroit où les migrants sont regroupés. Aujourd'hui, par exemple, la politique marocaine est de mettre des dizaines de personnes en attente de passer le détroit de Gibraltar dans des bus et de les renvoyer plus au sud vers Casablanca, Agadir et même Dakhla, à la frontière avec la Mauritanie. Pour l'EEAM, il faut donc être là où les bus arrivent et déversent leurs flots de misère, pour accueillir et assister par les programmes d'aide d'urgence, c'est-à-dire des soins, des médicaments, de la nourriture, des couvertures, des vêtements...

L'EEAM ne peut pas assumer seule l'accompagnement de ces dizaines de milliers de malheureux. C'est pour cette raison que divers organismes allemands, américains et l'UEPAL en partenariat avec le Défap lui apportent leur soutien. L'UEPAL soutient financièrement un programme de scolarisation des enfants de migrants, un programme d'aide d'urgence et un autre d'aide au retour pour ceux qui, désespérés, abandonnent leur projet de migration en cours de route. De cette manière, les Églises de France sont un peu aux côtés de celles et ceux à qui l'Europe ferme les portes de son territoire. C'est aussi une manière de se souvenir, que le peuple de Dieu est appelé à être un peuple de nomades dans la Bible, un peuple «d'étrangers et de voyageurs», traversant des territoires qui ne lui appartiennent pas.

Jean-Luc Blanc

Centrafrique : comment les chefs de guerre instrumentalisent le religieux



Ludovic Fiomona, vice président de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique © Franck Lefebvre-Billiez pour Défap

On parle fréquemment à propos de la République centrafricaine de violences intercommunautaires meurtrières ; mais la capitale, Bangui, est généralement épargnée. Jusqu'au 1er mai dernier, lorsqu'une attaque contre l'église Notre-Dame de Fatima a fait 16 morts et 99 blessés, suivie par des affrontements qui ont provoqué 8 morts et 71 blessés de plus. Que s'est-il passé ?

Ludovic Fiomona, vice président de l'Église Protestante Christ-Roi de Centrafrique : Il y avait déjà eu une première alerte au cours du mois précédent, avec des violences autour

de PK5, quartier qui représente le poumon économique de la capitale et où se trouve rassemblée la plus grande partie des musulmans habitant encore à Bangui. Le secrétaire général de notre Église, qui habite dans ce secteur, a dû se mettre à l'abri. Il faut dire que depuis les violences de 2013-2014, la plupart des musulmans de la capitale ont fui, étant en minorité dans la ville et s'estimant menacés ; et PK5 représente une sorte d'enclave où les forces de maintien de la paix de la Minusca [*Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation en République Centrafricaine*] ne parviennent pas à désarmer les gangs. Le chef d'un de ces gangs, qui se fait appeler le «général Force», a mis le quartier en coupe réglée et rançonne les commerçants ; tout en prétendant être à la tête d'un groupe d'auto-défense censé protéger PK5 des incursions des chrétiens... Tout a dégénéré le 8 avril, lorsque la Minusca a tenté de l'arrêter. Non seulement elle n'a pas pu le mettre hors d'état de nuire, mais il a réussi à haranguer la population pour retourner la situation, prétendant que les musulmans de Bangui étaient attaqués ; les jeunes du quartier ont dressé des barricades, attaqué les blindés de la Minusca, mis le feu à un commissariat... Lui s'est sauvé. Et depuis, il nargue à la fois les Nations-unies et le président Faustin-Archange Touadéra, laissant entendre qu'il pourrait aller jusqu'au coup d'État s'il était de nouveau menacé.

Et le 1er mai ?

Ludovic Fiomona : C'est ce jour-là que les violences ont atteint un paroxysme. Face aux tensions, les forces de maintien de l'ordre avaient été déployées pour sécuriser en priorité le défilé des travailleurs devant le corps diplomatique et devant le chef de l'État. Mais au même moment avait lieu dans le troisième arrondissement une cérémonie solennelle à l'église Notre-Dame de Fatima ; les fidèles étaient si nombreux qu'ils parvenaient à peine à entrer dans la cour. L'église avait déjà été attaquée pendant la guerre

civile en 2014, il y avait eu 15 morts. Et c'est justement près de Notre-Dame de Fatima, voisine de PK5, qu'un lieutenant du «général Force» a été identifié en ce jour du 1er mai, alors qu'il voulait acheter de l'alcool. Les gendarmes ont tenté de l'arrêter, il leur a tiré dessus avant de fuir pour alerter son groupe. Une foule en colère est alors sortie de PK5 pour se déchaîner contre l'église. On a tiré sur les fidèles, lancé des grenades ; les militaires de la Minusca qui protégeaient la cérémonie, en sous-effectif, ont rapidement cédé et se sont repliés. Après, tout s'est enchaîné : des jeunes du quartier de l'église Notre-Dame de Fatima, sous le coup de la colère, ont bastonné à mort deux jeunes musulmans qui sortaient d'une entreprise de téléphonie, et qui n'avaient rien à voir avec ces violences...Un deuil national de trois jours a été organisé, à l'issue duquel la société civile, pour manifester son refus des violences et interpeller les autorités, a organisé une opération ville morte et des concerts de casseroles la nuit. L'archevêque Dieudonné Nzapalainga [*l'un des trois «saints de Bangui»*, avec le pasteur Nicolas Guerekoyame-Gbangou et l'imam Omar Kobine Layama] ainsi que le chef de l'État et le Premier ministre se sont exprimés, le calme est revenu ; mais le quartier PK5 est toujours bouclé, les déplacements limités.



Exemple de soutien aux victimes : les responsables de la cellule d'écoute psychologique de l'EPCRC, mise en place avec le soutien de la Cevaa et du Défap © Défap-Cevaa

Que penser de ces résurgences des tensions entre chrétiens et musulmans ? Diverses Églises, dont la vôtre, ont lancé depuis 2015 des programmes de soutien aux victimes des violences, indépendamment de leur religion, avec notamment le soutien du Défap et de la Cevaa ; ainsi que des programmes de reconstruction en faveur de la jeunesse (Centre de la Jeunesse, écoles) pour aider le pays à se relever... Comment éviter que tout ceci soit menacé ?

Ludovic Fiomona : Le Défap, la Cevaa et de nombreuses organisations ont déployé beaucoup d'efforts pour encourager la cohésion sociale et soutenir le vivre-ensemble en Centrafrique ; les responsables religieux que l'on appelle aujourd'hui les «trois saints de Bangui» ont plaidé la cause de la RCA dans le monde entier pour obtenir un soutien

international afin d'aider à ce projet ; et pourtant, la cohésion sociale n'est pas acquise. Des gens dangereux peuvent toujours instrumentaliser le religieux à des fins personnelles ; et le gouvernement démocratiquement mis en place reste fragile et menacé. Car la méfiance demeure : il ne peut pas y avoir de paix sans justice ni réparation. C'est ce que doit faire la commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation (1) ; mais il y a derrière les groupes armés de tous bords des intérêts qui s'y opposent, car cela signifiera la fin de leur impunité. Faire justice et protéger les minorités, voilà ce qui est nécessaire pour réussir à obtenir un désarmement réel des groupes armés.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

(1) Après les violences des années 2013-2014, des consultations populaires et un forum organisé à Bangui en 2015 ont débouché sur la mise en place de comités locaux de paix et de réconciliation (CLPR) dans toute la République centrafricaine. Il a également été prévu de créer, sur le modèle de l'Afrique du Sud après l'apartheid, une [commission Vérité, Justice, Réparation et Réconciliation](#) ayant pour mission de lutter contre l'impunité. Sa mise en place a bénéficié du soutien de deux organisations sud-africaines, l'Institut de transformation de l'initiative (ITI) et l'Institut pour la justice et la paix (ISP).